

R  
J. GOTTMANN

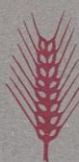
7



**LES  
MARCHÉS**



**DES  
MATIÈRES  
PREMIÈRES**



ARMAND COLIN

Cet ouvrage est le fruit d'une vingtaine d'années de travaux sur la question des matières premières que l'auteur poursuit en qualité de membre de conférences internationales aussi bien que pour la recherche scientifique désintéressée. Il résume dans ce volume une longue et riche expérience sur l'organisation du ravitaillement du monde.

Les matières premières sont les denrées destinées à la consommation après transformation. Les circuits économiques qu'elles ravitaillent sont analysés et décrits dans leur évolution depuis le début du siècle et leurs mécanismes actuels. Après deux chapitres introductifs sur la consommation, but ultime de toute production économique, et sur les marchés où s'articulent offres et demandes, les principales matières premières sont passées en revue une par une, du blé à l'uranium et de l'acier au caoutchouc synthétique et au nylon. L'auteur insiste toujours sur les tendances récentes de la demande et les voies par lesquelles elle pourrait être satisfaite.

La géographie et la politique paraissent peu séparables dans les systèmes de répartition. Les leçons de cette étude du ravitaillement actuel du monde sont variées, des conséquences de la récente crise de Suez aux tendances de longue durée sur les sources d'énergie, l'économie de la récupération et la revision indispensable de la vieille notion de « ressources ».

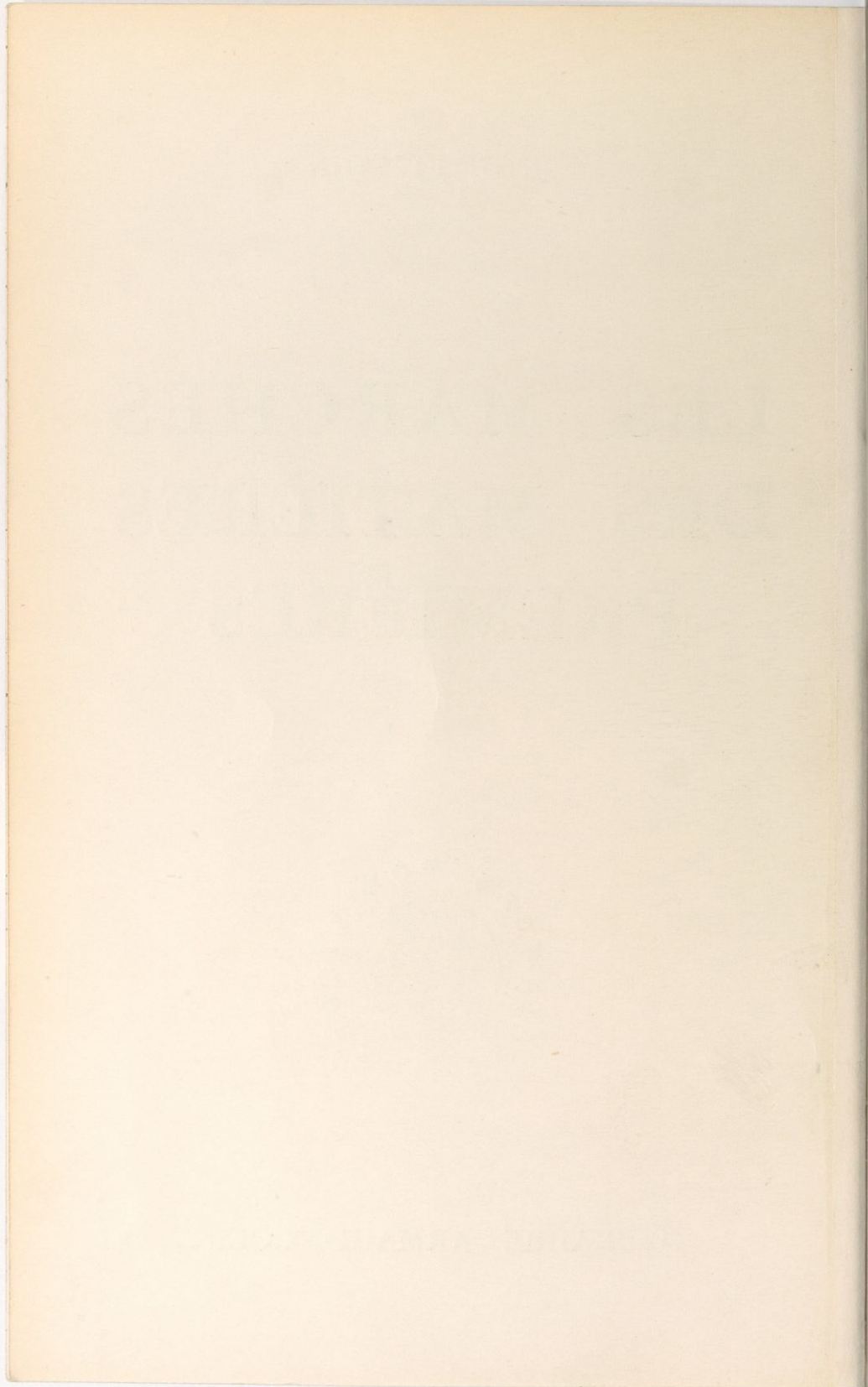


R  
J. GOTTMANN

LES MARCHÉS  
DES MATIÈRES  
PREMIÈRES



LIBRAIRIE ARMAND COLIN





LES MARCHÉS  
DES MATIÈRES  
PREMIÈRES

26713

8. R  
51624  
(13)

DL. 5 7 1957 8294

**DU MÊME AUTEUR :**

A LA LIBRAIRIE ARMAND COLIN

**La politique des États et leur géographie**, collection « Sciences Politiques », 1952.

**L'aménagement de l'espace : planification régionale et géographie**, Cahiers de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, en collaboration avec A. Sestini, O. Tulippe, etc., 1952.

CHEZ DIVERS ÉDITEURS

**Les relations commerciales de la France**, collection « France Forever », Montréal, Éditions de l'Arbre, 1942.

**La Fédération française**, en collaboration avec Jean de la Roche, Montréal, Éditions de l'Arbre, 1945.

**L'Amérique**, collection « Les cinq parties du monde », Paris, Hachette, 1949 ; 2<sup>e</sup> édition, 1954.

**A geography of Europe**, New York, Henry Holt & Cy, 1950 ; édition révisée, 1954.

**Virginia at mid-century**, New York, Henry Holt & Cy, 1955.



**JEAN GOTTMANN**  
Institute for Advanced Studies of Princeton

**LES MARCHÉS  
DES MATIÈRES  
PREMIÈRES**



**LIBRAIRIE ARMAND COLIN**  
103, BOULEVARD SAINT-MICHEL, PARIS-V<sup>e</sup>

1957



TOUS DROITS DE REPRODUCTION,  
DE TRADUCTION ET D'ADAPTATION  
RÉSERVÉS POUR TOUS PAYS

© 1957, by MAX LECLERC et C<sup>ie</sup>  
proprieters of Librairie Armand Colin

# *sommaire*

<i>Avant-propos</i>	9
1. <i>La répartition des matières premières</i>	13
Qu'est-ce qu'une matière première?	16
Des inégalités de consommation	20
Croissance constante de la consommation	29
Distribution géographique de la production	32
2. <i>Géographie élémentaire des marchés</i>	39
Qu'est-ce qu'un marché?	39
Sites des marchés	40
Migrations des marchés	46
La défense des marchés	54
Divers types de marchés	63
Les marchés, créateurs de richesse et de puissance	75
3. <i>Les marchés des grandes denrées alimentaires</i>	81
Caractères spécifiques de la production agricole	81
Les marchés du blé au xx <sup>e</sup> siècle	85
Les grands marchés des céréales secondaires	97
Les grands marchés du riz	101
Les grands marchés du sucre	105
Les grands marchés du café	112
Les grands marchés du tabac	119
Quelques marchés des viandes	124
Du commerce des denrées alimentaires	131
4. <i>Les marchés des fibres textiles</i>	135
Diversité des fibres textiles	136
Les marchés du coton	139
Les grands marchés de la laine	155
Le marché international de la soie	166
Les fibres synthétiques dans le monde	170

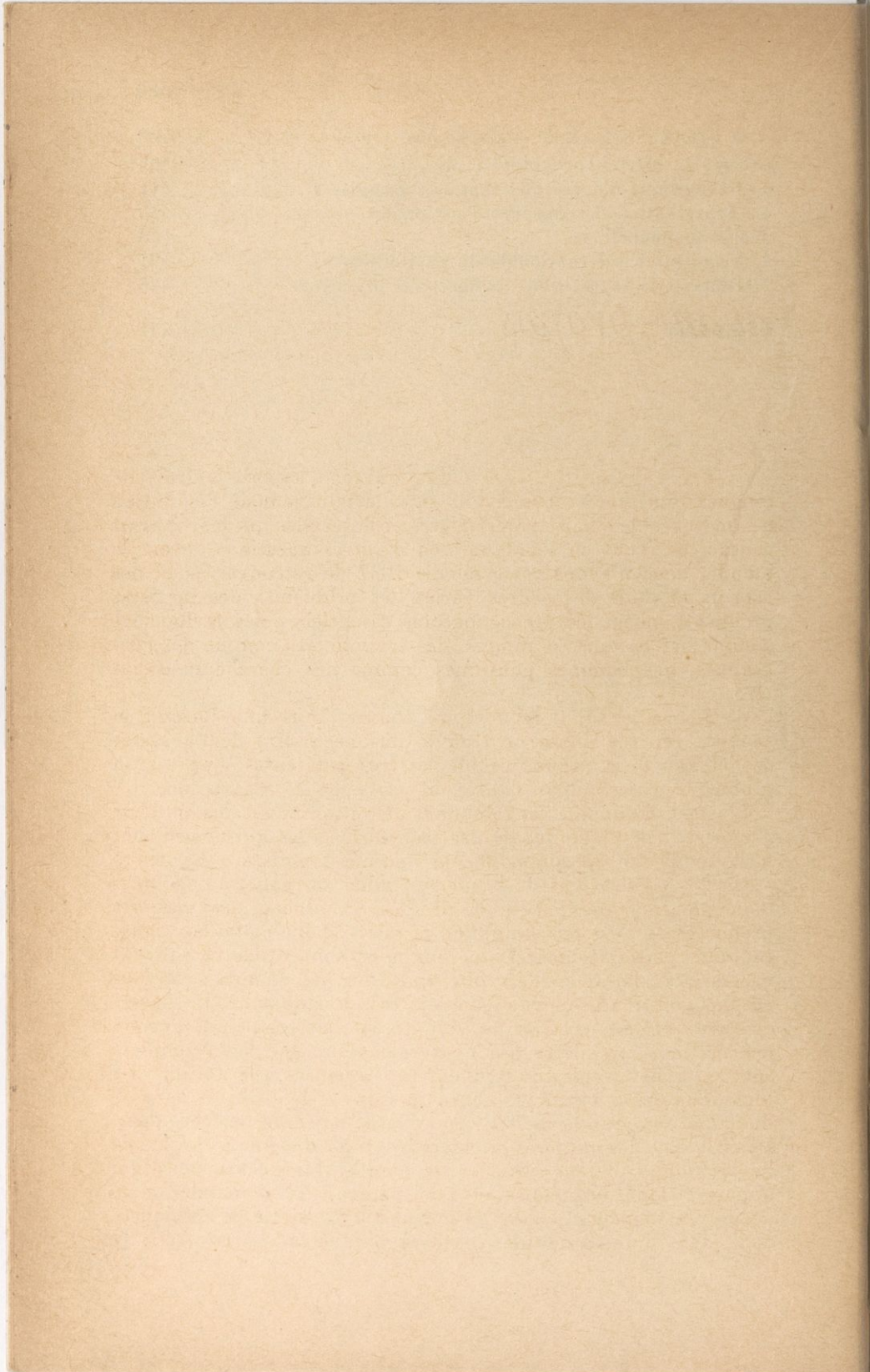


MARCHÉS DES MATIÈRES PREMIÈRES

5. <i>Les marchés des oléagineux, des caoutchoucs, des bois</i>	177
Les marchés des oléagineux	177
Les marchés du caoutchouc naturel et synthétique	190
Les grands marchés des bois	202
6. <i>Les marchés du charbon et du pétrole</i>	213
Évolution des marchés du charbon	214
Les grands marchés de la houille aujourd'hui	222
L'expansion du pétrole au xx <sup>e</sup> siècle	236
L'organisation des marchés du pétrole	244
Les marchés régionaux du pétrole	260
La crise de Suez en 1956	272
7. <i>Perspectives nouvelles du ravitaillement en énergie</i>	275
Expansion des besoins mondiaux	277
L'évolution des besoins dans les diverses régions	280
L'essor de la houille blanche	285
L'essor de la consommation de gaz naturel	290
Uranium et thorium, sources d'énergie nucléaire	296
Multiplicité potentielle du ravitaillement en énergie	302
8. <i>Les grands marchés sidérurgiques</i>	305
Les marchés du minerai de fer	306
Répartition et évolution de la consommation d'acier	314
Répartition de la production actuelle d'acier	319
Le grand marché des États-Unis	324
Les marchés de l'Europe occidentale	333
Les marchés de l'orbite soviétique	342
Horizons nouveaux de la sidérurgie	344
9. <i>Les métaux complémentaires de l'acier</i>	349
Traits communs des marchés de ces métaux	349
Les marchés du manganèse	352
Le chrome	357
Le marché international du nickel	359
Le marché du molybdène	362
Les marchés du tungstène	364
Le cas du vanadium	366
Le cobalt et le colombium	368
Les marchés de l'étain	370
La variété croissante des minéraux complémentaires	375
10. <i>Les marchés des métaux non-ferreux</i>	379
Les grands marchés du cuivre	380
Les marchés du plomb	386
Les marchés du zinc	391
Les marchés de la bauxite et de l'aluminium	395
Production et consommation du magnésium	405



11. <i>Les leçons d'une étude des marchés</i>	409
Variété et interchangeabilité croissantes	409
Les conditions d'accès aux matières premières	411
La conservation des ressources nationales	415
L'âge du poubellien	418
L'organisation internationale du ravitaillement	421
Malthus et la répartition des matières premières	426
<i>Bibliographie</i>	431





## *avant-propos*

CET ouvrage expose le fruit de longues années où nous avons suivi attentivement l'évolution des marchés des matières premières et les études qui leur étaient consacrées. Tout en étudiant bien d'autres questions de par le monde, nous n'avons cessé depuis 1937 de retrouver, sous des aspects et dans des cadres variés, les problèmes des matières premières parmi les préoccupations essentielles des techniciens comme des hommes d'affaires, des économistes comme des géographes, des hommes politiques comme des chercheurs désintéressés.

C'est que le sujet de ce livre couvre, sous une formule si souvent répétée qu'on ne trouve plus nécessaire de l'analyser en général, deux grands problèmes très différents : l'un est un problème de technique, l'autre un problème de répartition.

L'aspect technique est celui de la définition même des matières premières ; point de départ des transformations qui aboutissent au produit fini consommable, la matière première a beaucoup varié des civilisations de la pierre, taillée ou polie, aux sources d'énergie modernes. Avec le progrès le tableau des matières premières ne s'est pas simplifié : la pierre, polie et taillée, figure toujours parmi les matériaux qui nous sont utiles et souvent nécessaires mais elle n'est plus que l'un des éléments de plus en plus nombreux sur une liste déjà trop longue pour être passée en revue entièrement en un volume comme celui-ci. Beaucoup des matières premières qui figureraient sur une liste complète sont interchangeables ou peuvent être amenées à le devenir. La technique des laboratoires contemporains a déjà acquis dans ce domaine une grande maîtrise, qu'elle ne cesse de perfectionner. Le problème des matières premières est ainsi devenu un problème de technique, de physique et de chimie. L'aspect localisation apparaît donc secondaire et l'on pourrait se demander si le géographe demeure encore, au milieu du xx<sup>e</sup> siècle, le spécialiste compétent d'une étude des matières premières.



Mais la matière première n'existe, par définition même, qu'à condition d'avoir une utilisation, une consommation finale. Entre les stades de production et de consommation s'insèrent non seulement des transformations gouvernées par les techniques, mais encore un processus de distribution. A part les gaz constitutifs de notre atmosphère, il n'est guère de matière première également répandue sur l'ensemble de la surface de la Terre. L'inégalité des besoins selon les peuples est encore plus grande que l'inégalité des moyens de production selon les régions. Le processus de répartition est l'un des plus anciens et des plus fondamentaux de l'histoire. On a souvent expliqué l'apparition des grandes civilisations antiques dans les vallées de grands cours d'eau au milieu ou à la lisière des déserts par le besoin dans ces régions de répartir l'eau nécessaire à la production agricole comme aux usages domestiques. Pour administrer cette répartition de façon équitable parmi les habitants du lieu, il fallut réglementer l'usage, c'est-à-dire faire des lois et établir des autorités chargées de les appliquer. Politique et civilisation naquirent de la nécessité de la répartition qui rendait la cohabitation possible aux populations groupées dans un espace restreint.

A des époques lointaines, la répartition a pu s'effectuer, pour la plupart des matières utiles, dans des cadres nationaux ou régionaux. Bien vite cependant le nombre a cru des produits dont la répartition devait se faire sur des espaces plus vastes, cloisonnés eux-mêmes par des mers ou des chaînes de montagnes, des frontières impériales ou féodales, des réseaux de péages ou de douanes. La répartition des denrées s'est effectuée selon les grands courants d'échanges ; elle est devenue un problème capital des relations internationales, comme aussi des politiques économiques nationales. La richesse et la puissance des États fut souvent définie au cours des siècles récents par l'abondance de la production des grandes matières premières sur leurs territoires ou dans leurs zones d'influence.

La répartition des denrées n'obéit donc pas simplement au jeu de lois de l'offre et de la demande selon des formules statistiques. La répartition doit s'en faire dans un espace différencié, cloisonné, où chacun n'a pas accès partout de façon identique. C'est la faculté d'accès qui nous paraît constituer à la fois le problème central de la répartition des matières premières et son aspect foncièrement géographique. Les accès s'établissent, évoluent et parfois se ferment selon le jeu de toute une série de facteurs dont chacun s'exprime par une carte de l'espace considéré. La distance, l'organisation des transports sur le terrain, la distribution dans l'espace des territoires soumis à certaines législations, distribution des populations ayant certains besoins, autant de facteurs géographiques influant constamment sur la répartition existante des matières premières et sur ses constantes modifications.



Cette répartition et les conditions d'accès soit au ravitaillement, soit aux moyens de transformation, soit à des débouchés, s'expriment dans la réalité quotidienne par les géographies des marchés. « Marché » est comme « matière première » un terme vaste et un peu vague, nécessitant des définitions. Mais c'est le terme encore le plus précis et le plus commode dont nous disposions pour désigner les entités géographiques et juridiques à la fois dont l'enchaînement organise la circulation des matières premières dans le monde et gouverne les réseaux d'accès à la production comme à la consommation. C'est ainsi que nous en sommes venus à organiser autour de la notion de *marchés* les problèmes des matières premières tels que les voit un géographe et tels que techniciens, hommes d'affaires et économistes souhaitent souvent de les voir décrits.

\*  
\* \*

Nous avons commencé à nous préoccuper des problèmes de matières premières lorsque notre maître en Sorbonne, le regretté Albert Demangeon, nous confia, en janvier 1937, la rédaction d'un rapport destiné à la dixième session de la Conférence permanente des *Hautes Études Internationales* sur le ravitaillement de la France en matières premières<sup>1</sup>. Nous rédigeâmes ensuite quelques chapitres pour le volume sur le problème général des matières premières préparé à la suite de cette conférence sous la direction de M. Étienne Dennery<sup>2</sup>. Puis la librairie Armand Colin voulut bien nous confier la révision et remise à jour de la huitième édition du petit ouvrage, devenu classique, du regretté Fernand Maurette, *Les grands Marchés des matières premières*, dans la

1. Jean Gottmann, *Mémoire sur l'Approvisionnement de la France en matières premières et grandes denrées alimentaires*, conférence générale d'études sur le règlement pacifique des problèmes internationaux, mémoire français, n° 7 (conférence permanente des *Hautes Études internationales*, dixième session), Paris, Institut international de coopération intellectuelle, avril 1937, 57 p., 29 tabl. h. t. — Également J. Gottmann, « Le Problème des matières premières : l'approvisionnement de la France », *L'Information géographique*, Paris, II, 4, avril-mai 1938, p. 155-157.

2. Étienne Dennery, avec la collaboration de M. Cluzeau, Jean Gottmann, Étienne Mantoux et Jean Sirol, *Le Problème des matières premières*, Paris, Institut International de coopération intellectuelle, 1939, 246 p., tabl. h. t. — Voir aussi J. Gottmann, « Le Ravitaillement en matières premières des grandes puissances européennes », dans le *Bulletin de l'Association de géographes français*, n° 125, nov.-déc. 1939, p. 167-175.



collection Armand Colin<sup>1</sup>. Pendant la guerre de 1939-1945 et immédiatement après, nous eûmes l'occasion de suivre de près l'évolution des problèmes de matières premières en tant que consultant ou chargé de mission de divers ministères, à Paris comme à Washington. De juillet 1945 à janvier 1946, le ministère de l'Économie nationale nous confia une mission d'étude des marchés des matières premières pour l'après-guerre auprès des divers organismes Alliés compétents à Washington. Vers la même époque nous préparâmes un mémoire destiné à la neuvième conférence de l'Institut des Relations du Pacifique sur la position du problème des matières premières en Extrême-Orient<sup>2</sup>. Enfin, l'Institut d'études politiques de l'Université de Paris a bien voulu nous confier la suppléance du cours de M. André Siegfried sur « Les Matières premières et les échanges internationaux » pour l'année universitaire 1952-1953 : ce fut l'occasion de remettre au point nos propres idées et connaissances sur ces problèmes<sup>3</sup>. Telles furent les principales étapes qui nous menèrent à la rédaction du présent ouvrage.

Nous nous sommes efforcés dans un domaine qui se modifie rapidement et continuellement, de dégager quelques tendances générales durables sans abuser d'une documentation statistique aujourd'hui surabondante, mais demain vite périmée. L'intérêt de cette étude sera peut-être plus dans la description des mécanismes et méthodes d'une circulation, comme dans l'évolution récente des techniques de production et d'usage, plutôt que dans un tableau, sans doute nécessaire mais certes insuffisant, de la situation présente sur la plupart des grands marchés. Notre effort aura été pleinement récompensé si quelques lecteurs pouvaient tirer de cette rapide étude des données et des idées aidant à une meilleure compréhension du processus permanent de la répartition des denrées et de la richesse dans le monde.

J. G.

1. Fernand Maurette, *Les grands Marchés des matières premières*, coll. Armand Colin, 8<sup>e</sup> édit., préface d'A. Demangeon, Paris, A. Colin, 1940.

2. J. Gottmann, *Raw Materials in the Western Pacific*, 9<sup>e</sup> conférence de l'Institute of Pacific Relations, mémoire français, n<sup>o</sup> 1, Hot Springs, Virginia, jan. 1945, 15 p.

3. Jean Gottmann, *Matières premières et échanges internationaux*, cours de l'Institut d'Études politiques, année 1952-1953, Paris, Les Cours de droit, 1953, trois fascicules, 450 pages.



# I. la répartition des matières premières

## LA RÉPARTITION DES MATIÈRES

premières dans le monde a pour caractère premier et essentiel l'inégalité. Les gisements exploités de substances minérales utiles se dispersent sur le globe, tantôt se groupant en densités remarquables, tantôt s'isolant les uns des autres ; dans l'ensemble, ces gisements sont bien plus nombreux dans certaines régions que dans d'autres. L'inégalité est encore plus frappante si l'on ne considère qu'une matière donnée, souvent produite en un petit nombre de sites alors que tout le reste des espaces habités peuvent en avoir besoin. Les mêmes inégalités se retrouvent pour beaucoup des denrées agricoles. Non seulement les sols riches, propres aux productions abondantes et variées sont eux-mêmes inégalement répartis, mais ils ne peuvent produire indifféremment des denrées diverses, selon les climats qui favorisent tantôt l'une des catégories de productions, tantôt quelqu'autre. L'air semble bien être la seule matière première fort également répartie à la surface de notre globe. Encore sa composition chimique varie-t-elle un peu avec l'altitude ; mais il est au moins présent dans toutes les régions, assurant partout un minimum vital. Il ne s'est guère posé jusqu'ici de problème de répartition de l'air en tant que matière première. C'est sans doute pourquoi le dicton a eu longtemp cours : « libre comme l'air » ; car pour toutes autres denrées la nécessité de répartir créait des entraves à la liberté d'usage ou de circulation ; l'organisation sociale et économique est tout autant responsable que la diversification de la carte géologique ou climatique des inégalités existant dans la distribution des matières premières sur notre planète.

La politique s'est émue depuis quelque temps de ces inégalités et a proclamé de diverses manières la nécessité d'une répartition meilleure. Les différentes puissances et même les partis politiques à l'intérieur des grandes nations ne s'accordent pas toujours sur



le genre de répartition qui serait « meilleur » ni sur les moyens aptes à améliorer le statut existant. Au cours des derniers cent cinquante ans on a beaucoup parlé de guerres du fer ou du pétrole, et pendant les années 1930-1940 le débat de l'« accès aux matières premières » entre Puissances dites « satisfaites » et Puissances dites « insatisfaites » occupa souvent l'arène internationale où se préparait la seconde guerre mondiale. La stratégie, qui consiste dans l'action politique ou militaire, à barrer l'accès de l'ennemi ou du rival au ravitaillement qui lui est nécessaire, ou celle qui consiste à s'ouvrir de nouveaux accès, en contournant les voies barrées, sont en fait fort anciennes. Les royaumes atlantiques de l'Europe s'engagèrent dans les grandes entreprises de navigation qui les amenèrent à coloniser les autres continents et à découvrir le Nouveau Monde en bonne partie pour s'assurer des accès aux épices et aux denrées rares des Indes et de Cathay en contournant les voies contrôlées trop étroitement par le monopole de Venise et des Puissances de l'Islam.

Trois siècles plus tard, la guerre d'Indépendance des États-Unis d'Amérique éclatait en partie par suite de la révolte des colonies contre les monopoles que les marchands de Grande-Bretagne entendaient s'assurer dans le commerce de quelques grandes denrées, dont le thé de Chine. Les revendications de diverses puissances n'empêchèrent point l'Angleterre d'obtenir, par la politique du libre échange, vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, une prédominance éclatante dans les échanges de presque toutes les matières premières. Le libre échange des marchandises, qui avait paru un siècle plus tôt comme le meilleur système pouvant assurer une répartition plus juste et plus générale des denrées, était présenté par les Puissances « insatisfaites » des années 1935-1938, comme l'arme même d'oppression des peuples qui n'avaient pu en profiter autant que d'autres.

La répartition des matières premières est donc loin d'être un processus simple. Elle est devenue, sans doute depuis très longtemps, un problème politique de premier plan. Certains géographes et archéologues ont fait valoir, pour expliquer la localisation des grandes civilisations antiques sur les fleuves traversant des déserts ou dans les vallées des montagnes en bordure du désert, le facteur de civilisation que fut la nécessité de répartition de l'eau. Lorsqu'à une époque encore préhistorique, où les hommes n'avaient pas connu d'empires ni de civilisations fortement organisés, les régions actuelles du Sahara, des déserts de Lybie, d'Arabie, de Syrie, et d'Asie centrale, se desséchèrent, les populations se concentrèrent autour des sources d'eau qui persistaient, surtout le long des cours d'eau qui continuaient à couler : le Nil, le Tigre, l'Euphrate, etc. Des formations de densités s'agglomérèrent ainsi qui avaient été inconnues jusqu'alors ; et les gens se disputèrent



l'eau devenue denrée rare. Afin que la répartition put se faire dans l'ordre et la paix, il fallut élaborer une législation et créer une autorité chargée de l'appliquer à la satisfaction générale. Ainsi naquirent la loi et la politique, soit la société organisée et la civilisation telles que l'histoire les a depuis connues.

Les problèmes de répartition sont donc un corollaire indispensable et fondamental du fait de cohabitation. En d'autres régions du globe où la pénurie de l'eau, cette denrée essentielle, ne s'était pas fait sentir de la même manière, l'agglomération des gens en villes où même en régions rurales de populations denses a pu poser des problèmes semblables, où il fallut répartir des choses selon des règles, et veiller à l'observation de ces règles. Tant qu'il s'agit de répartir seulement des éléments aussi indispensables et aussi peu transportables que la terre et l'eau, le problème politique et économique de répartition demeura purement local. Mais le nombre des matières indispensables à la vie des sociétés et des individus s'accrut rapidement avec le progrès technique et économique au cours des siècles. Sans doute peut-on encore décrire, en quelques coins reculés de la terre, des peuples du grand Nord ou du fond de l'Afrique et de l'Amazonie qui vivent en symbiose première avec leur milieu, se contentant des produits de la cueillette, de la chasse et de la pêche. Pour ceux-ci, il ne se pose guère de question de matières premières. Mais que l'on veuille bien songer aux origines diverses et aux denrées multiples de la consommation *normale* d'un Français moyen d'aujourd'hui ; et ce n'est encore que peu de chose à côté de la variété des matières nécessaires à un Américain moderne afin qu'il puisse maintenir son genre de vie à un niveau qu'il juge raisonnablement satisfaisant. La quantité et la variété des matières premières consommées par presque tout individu de l'humanité moderne (à peu d'exceptions près) ne cessent d'augmenter. Devant cette tendance on conçoit que les problèmes de répartition des matières premières, soit des sources de notre ravitaillement présent et de notre sécurité du lendemain, prennent constamment des aspects nouveaux et aigus. Ces préoccupations envahissent non seulement les dossiers des ministères et des ambassades mais aussi les pages des journaux quotidiens.

La puissance et la richesse des nations se sont évaluées quelque temps à leurs ressources en matières premières. Puis le temps vint où la production des matières premières par une nation fut jugée non seulement insuffisante, mais encore comme un signe de faiblesse et presque de pauvreté. Ce fut par la masse des matières premières consommées, c'est-à-dire transformées, que l'on mesura la prospérité et la force des peuples. Mais on vit aussi des Puissances qui s'attachaient à démontrer leurs insuffisances en matières premières se révéler redou-



tables et conduire de longues et grandes guerres, nonobstant les défauts apparents de leur ravitaillement. Certaines, souffrant de pénuries de matières premières, inventèrent d'en utiliser d'autres jusque-là inconnues ou du moins inusitées. L'histoire de l'Allemagne durant la première moitié du xx<sup>e</sup> siècle illustre avec un éclat qui coûta cher au reste du monde, ce que peut faire une nation en quête d'une répartition plus à son goût que celle qui semble la laisser en somme peu fournie en matières premières. On a beaucoup publié sur ces questions. On peut épiloguer longuement aussi sur le rôle précis des matières premières dans la gestation de la puissance politique ou de la prospérité des peuples. L'histoire n'enseigne pas de conclusion claire à ces débats. A des époques diverses, des pays ont grandi ou décliné sans qu'un système de ravitaillement déterminé puisse apparaître comme la cause de l'une ou l'autre de ces tendances. Mais l'histoire enseigne certainement qu'avec les progrès de la technique moderne et l'élévation graduelle du niveau de vie des populations, la répartition est devenue de plus en plus complexe, de plus en plus politique et de plus en plus fluide aussi. Car si des matières premières nouvelles viennent constamment allonger la liste de ce qu'il est convenu de classer ainsi, un nombre croissant de ces matières apparaissent interchangeables ou susceptibles d'être obtenues à partir de sources jusqu'alors insoupçonnées.

Le problème des matières premières se complique et évolue sans cesse. Il y a une trentaine d'années, il était encore possible de faire une liste d'une vingtaine au plus des grandes denrées dont la répartition résumait et, pour le moment, résolvait le problème. Nous sommes déjà loin de ce stade. Il faut réviser la liste à tout instant et c'est pourquoi il importe d'abord de se demander ce que signifie au juste de nos jours le terme pourtant si familier de « matière première ».

### *QU'EST-CE QU'UNE MATIÈRE PREMIÈRE ?*

Une matière est dite « première » lorsqu'elle est destinée à changer d'état. Appellera-t-on « matière première » toute matière brute, à l'état naturel, non dégrossie, non manipulée ? Il est bien évident que non. Allons-nous considérer comme matière première les rochers de calcaire ou de granite constituant les pics et les aiguilles des hauts sommets alpins ? Certes non, quoique de calcaire ou de granite du même genre, on bâtit ailleurs des édifices ou l'on pave des routes. Néanmoins, ce qui est matière première en d'autres endroits, où on l'extrait de vastes carrières, ne l'est pas au sommet du Mont Blanc ou du Cervin. Dans ces régions de hautes crêtes on n'a que faire de ces immenses réserves de pierre. Mais dirons-nous que l'épi de blé en



herbe est une matière première ? Point encore ; il lui faudra parvenir à l'état de blé mûr pour être ainsi défini ; ce que nous traiterons en matière première ce sera le grain de blé, qui a déjà fait l'objet d'une cueillette et d'une manipulation avant d'arriver à cet état.

On ne parlera guère non plus de matière première à propos de strate minérale théoriquement utilisable mais non encore atteinte, donc non exploitée. En réalité, le charbon et la plupart des minerais ne deviennent vraiment « matières premières » qu'une fois extraits, soit après avoir subi une manipulation qui les met à la portée des utilisateurs et les réduit, après les avoir séparés de la masse géologique dont ils participaient, en morceaux transportables et faciles à manipuler. On applique souvent le terme de matière première à des lingots ou barres de métal sortant des fonderies. C'est le cas pour le cuivre qui est souvent raffiné près des sites d'extraction. De même, on a toujours appelé « matière première », la fonte ou l'acier qui sont en fait des alliages, ne se trouvant pas dans la nature, mais résultant d'une industrie déjà complexe et capable de varier la composition exacte de la matière qu'elle produit.

En 1950, la guerre de Corée ayant créé soudain dans le monde une pénurie de nombreuses matières premières nécessitant de nouveaux organismes de distribution, une *Conférence internationale des matières premières* fut établie à Washington qui commença par dresser une liste des produits dont elle s'occuperait. Sur cette liste figurèrent, à côté des matières premières classiques du genre de celles que nous venons de citer en exemples, des denrées telles que le papier-journal, produit d'une série de transformations industrielles à partir du bois, mais destiné encore à une transformation finale avant d'être consommé en tant que journal.

Il semblerait ainsi que pourrait être inclus dans la société des matières premières *tout produit n'ayant pas encore subi un stade final de manufacture*, ce stade final le convertissant en objets vendus au consommateur qui en use et finalement les jette. Le plus curieux dans cette notion de « matière première » est qu'aujourd'hui cet objet finalement manufacturé, cet article de consommation typique, peut redevenir matière première dans un nouveau cycle de production industrielle, une fois qu'il a été jeté au rebut par le consommateur. C'est le cas bien connu des ferrailles qui sont l'une des matières premières essentielles de la sidérurgie et des métallurgies modernes ; c'est encore le cas du caoutchouc que l'on régénère pour en refaire de nouveaux pneus ; c'est le cas, plus complexe, de la récupération de l'étain sur les boîtes de conserves vidées, qui s'est pratiquée pendant la dernière guerre en divers pays. En somme, ce qui fait la matière « première » ce n'en est pas tant l'origine que la perspective



*d'une consommation après transformation.* Ainsi entendue, la matière première devient quelque chose d'extraordinairement varié, et il n'est point surprenant que la technique en ait constamment allongé la liste.

En 1937, encore, un éminent expert polonais, M. Gliwic, pouvait soumettre à la dixième session de la Conférence permanente des *Hautes Études internationales* un rapport sur les « matières premières-clé » dont il comptait une douzaine et qui paraissaient seules absolument indispensables au fonctionnement d'une grande économie moderne. La notion même paraît aujourd'hui bien périmée et, si elle était reprise dans une cinquantaine d'années, elle porterait sans doute sur une liste dont la plupart des éléments n'auraient pas figuré sur la liste de 1937. Car les progrès de la technique ont été rapides et ont bouleversé depuis vingt ans la position du problème. Déjà, vers 1937, les pays dits « insatisfaits » ne se contentaient plus de réclamer l'accès aux quelques matières qui, tout en étant essentielles dans l'état de la technique du moment, leur manquaient chez eux ; ces pays voulaient s'assurer la possibilité de l'accès à toutes matières premières qui étaient déjà ou devaient devenir désirables en contrôlant autant de territoires au moins que toute autre Puissance. La matière première devenait curieusement proportionnée à l'espace terrestre dont on pouvait l'extraire ; elle était réclamée aussi en masse proportionnée à la population par les pays « insatisfaits ». La conférence de 1937 voyait les notions d'accès aux matières premières et de surpeuplement étroitement liées. La matière première n'existe en effet que si il y a demande pour elle, c'est-à-dire dans la mesure où il y a consommation. La consommation signifie une organisation industrielle et commerciale fonctionnant, qui sait transformer cette matière et en écoulé les produits finis. L'écorce de bouleau est une matière première essentielle dans les pays où les populations n'ont pas autre chose pour se faire des sacs ou se chausser. Au début du siècle, des millions d'hommes dans la grande forêt septentrionale de Russie comptaient encore l'écorce de bouleau parmi leurs principales matières premières. Aujourd'hui il en est encore de même dans quelques régions écartées, ainsi que pour des tribus indiennes du Nord canadien. Mais sur de vastes espaces où elle fut importante, l'écorce de bouleau ne sert plus à grand'chose, ni la pierre polie qui fut, en des temps plus reculés, une matière première capitale.

*La matière première se définit donc par son utilité dans un circuit économique qui aboutit à une consommation par les individus, elle évolue en nature et en masse selon l'évolution des techniques et des consommations.* Sans de tels circuits complexes, il n'est pas de matières premières. L'air n'est pas en vérité une matière première s'il est vrai qu'on



le respire partout. En revanche, la plupart des denrées alimentaires peuvent fort bien être admises comme matières premières, même si la transformation qu'elles subissent se réduit à la récolte qui les sépare de la plante mère ou du pâturage nourrissant, et au transport qui met la denrée à la portée du consommateur. A cet égard, le charbon ne subit pas plus de transformations en allant de son gisement au consommateur que n'en subit une pomme ou du lait. On ne va pas englober cependant dans la notion de matière première, comme nous entendons l'étudier ici, toutes les denrées alimentaires. Les pommes, certes, font l'objet d'un commerce assez important ; en des pays comme la Normandie, elles servent à fabriquer du cidre et divers alcools ; mais l'usage est surtout local ou régional et ne donne pas lieu à des échanges massifs. Il en est tout autrement pour le blé ou le sucre, dont le traitement exige déjà diverses manipulations, mais qui servent de produit brut au départ d'industries diverses, surtout alimentaires, et qui se consomment en bien des régions éloignées des lieux de production, donnant lieu à des échanges internationaux et intercontinentaux importants. En dehors des denrées alimentaires, la notion de matière première industrielle inclut logiquement des marchandises qui se consomment à l'état où elles s'expédient de la mine (ainsi le charbon que l'on brûle), aussi bien que des produits semi-bruts, résultant déjà d'opérations industrielles complexes mais destinés à alimenter d'autres industries transformatrices, tels l'aluminium ou le caoutchouc synthétique.

Ainsi, que l'on considère les denrées alimentaires qui donnent lieu à de vastes opérations d'échanges ou les matières premières industrielles qui se transforment en usine, la qualité de « matière première » apparaît *déterminée par l'appartenance à un circuit aboutissant à une consommation*. Le circuit exige l'existence de toute une organisation technique et commerciale. C'est lui qui crée le besoin auquel satisfait la matière première. Sans circuits organisés par les hommes il ne serait pas de matières premières au sens moderne du mot. Nous sommes donc fondés à dire que la pierre polie ou la pierre taillée définissent des époques où l'économie ne comportait guère la notion de matière première. On trouvait des pierres un peu partout comme l'eau que l'on buvait, l'air que l'on respirait, les fruits que l'on cueillait et les animaux que l'on chassait. Il suffisait alors aux hommes de se mouvoir sans trop d'entraves dans un périmètre assez large pour trouver tout le nécessaire à leurs besoins d'alors. Les formations de densité, surtout en pays aride, créèrent d'autres besoins, imposèrent une répartition. La venue des techniques d'usage des métaux, le bronze, le fer, créa les besoins nouveaux d'un ravitaillement plus complexe, avec des centres de manufactures, des échanges de région à région. Dès lors, on commença sans doute de penser aux matières



premières et, depuis lors, cette notion ne fit que s'amplifier et se diversifier au fur et à mesure des progrès dans la masse et la variété de la consommation des sociétés avancées. Des circuits de plus en plus nombreux et de plus en plus complexes s'organisèrent. Des inégalités de plus en plus frappantes apparurent dans les possibilités de ravitaillement et dans les besoins de consommation des divers peuples sur la terre.

La notion de matière première apparaît ainsi un peu plus claire ; elle apparaît aussi indissolublement liée à la consommation et son évolution. Afin de mieux comprendre la répartition actuelle des matières premières et les problèmes qu'elle suscite, il n'est pas inutile de commencer par jeter un coup d'œil sur la géographie présente de la consommation.

### *DES INÉGALITÉS DE CONSOMMATION*

La consommation de toutes les denrées n'a cessé d'augmenter de par le monde depuis nombre de siècles. Le rapport Paley évaluant les tendances actuelles de la consommation de matières premières aux États-Unis vers 1950 qualifiait cette consommation de gargantuesque et prévoyait néanmoins un accroissement rapide pour les 25 ans à venir (d'environ 2 % par an). L'unité de consommation est évidemment l'individu et il pourrait sembler que le facteur essentiel de croissance de la consommation est l'augmentation du nombre des habitants de notre planète. Le chiffre et la répartition des populations par rapport aux superficies, soit les densités de population, devraient être un indice important des besoins. De tels chiffres ne fournissent pas pourtant une mesure satisfaisante des phénomènes de consommation. Le caractère le plus frappant de la consommation, comme elle se répartit de nos jours dans le monde, est en effet l'inégalité des besoins des individus. La variété des civilisations de pays à pays, de région à région, fait varier la consommation, qui diffère aussi à l'intérieur d'un même pays, selon les modes de vie, de ville à campagne. A l'intérieur d'une même ville ou d'un même village, la consommation n'est pas la même selon les moyens budgétaires des individus, selon leurs professions, leurs habitudes, leurs goûts.

Pourtant, la répartition statistique des populations demeure toujours significative. Mais dans quelle mesure détermine-t-elle la masse de consommation ? Le rapport déjà cité sur le ravitaillement des États-Unis en matières premières commençait par donner la répartition des productions et des consommations dans le monde occidental ou libre : vers 1950, les États-Unis, représentant en superficie 8 % et en population 10 % de l'ensemble du monde occidental, consommaient



65 % du pétrole, 62 % du caoutchouc, 56 % du minerai de fer de qualité, 56 % du manganèse, 51 % du zinc, 48 % du cuivre, etc. On pourrait dire que ces besoins ne correspondent pas uniquement à la consommation nationale des États-Unis puisqu'il y a aussi exportation d'une partie des produits finis obtenus à partir de ces matières premières ; mais il y a aussi importation de produits finis aux États-Unis, et les besoins d'un pays industrialisé ne sont pas seulement ceux de la consommation individuelle mais aussi ceux de la consommation industrielle qui fait travailler sa population. Les États-Unis n'ont jamais exporté d'ailleurs plus de 12 à 15 % de leur production industrielle. On voit ainsi quelle énorme concentration de consommation représente ce seul pays dans l'ensemble du monde.

La différence principale entre les pays apparaît donc être non pas tant dans le nombre de leurs habitants, ni la densité de population, mais plutôt dans la masse consommée par habitant, ou, pour être à la fois un peu plus vague et plus clair, dans *le niveau de vie*.

Le chiffre de la population peut sembler décisif dans le domaine des denrées alimentaires : on ne peut manger vingt fois plus parce qu'on est beaucoup plus riche. On peut manger des nourritures plus coûteuses ou spéciales, mais la quantité demeure limitée. Le nombre de bouches dans un pays devrait, par conséquent, donner une idée de la quantité d'aliments consommée. Mais là encore jouent des habitudes d'alimentation qui empêchent d'accorder une valeur certaine au nombre des individus.

Prenons le cas de la consommation de viande. Elle est considérée en Europe et en Amérique comme une source essentielle de protéines. Les économistes de l'Administration avaient observé en France, vers 1950, que chaque augmentation de salaires des ouvriers dans l'industrie, en particulier dans la région du Nord, causait une augmentation proportionnelle immédiate des sommes dépensées localement pour les achats de viande. Des disponibilités financières accrues causaient une hausse de la demande sur le marché des viandes, déclenchant par suite une hausse des prix de cette marchandise. Les hausses de salaires profitaient surtout en fin de compte aux producteurs et commerçants de viande. Ce mécanisme, s'est-on demandé, est-il gouverné par un besoin absolu de viande dans la population ouvrière ? ou s'agit-il d'un mécanisme surtout psychologique donnant le sentiment d'une satisfaction plus grande quand on consomme plus de bifteck ? La viande se révélait ainsi, pour des raisons alimentaires et psychologiques à la fois, un baromètre économique important. Mais, s'il en est ainsi en France, il n'en est pas de même ailleurs.

La consommation de viande varie, selon les pays, de plusieurs livres par semaine en moyenne pour chaque Américain, à ces régions



de l'Afrique centrale, du delta Tonkinois et d'autres pays d'Extrême-Orient où elle est presque nulle par habitant, où les ruraux trouvent le plus souvent les protéines dont ils ont besoin dans la récolte d'insectes, de pucerons d'eau ou même dans les vers des fruits consommés. Dans l'alimentation de quelques tribus d'Afrique centrale, les vers de certains arbres sont l'équivalent du bifteck aux pommes du Français moyen. Ailleurs encore, la nuée de sauterelles peut être considérée comme un bienfait car ces insectes offrent une source de protéines bien plus riche que la nourriture habituelle. Nous avons là des extrêmes entre lesquels la gamme des intermédiaires est presque infinie dans la consommation des protéines animales. Les différents aspects de cette consommation sont difficilement comparables, même s'ils étaient mesurables.

Un pays comme l'Inde, qui compte plus de 360 millions d'habitants, soit 15 % de l'humanité, a une consommation de viande extrêmement réduite (environ 2 kg par an et par habitant, alors que ce chiffre s'élève à 68 en France, 75 aux États-Unis, 103 en Argentine et 107 en Nouvelle-Zélande). Ces restrictions de l'Inde sont dues non seulement à la pauvreté de l'agriculture (car l'Inde possède le troupeau de bovins le plus nombreux du monde) mais à des considérations religieuses. Les pays occidentaux consomment en effet des viandes de bœuf, de porc et de mouton. Mais, dans l'Inde, la grande majorité de la population s'interdit de manger de la viande de bovin pour des raisons religieuses, tandis que la minorité musulmane ne peut toucher au porc pour des raisons de même nature. Voilà donc une situation où, en sus des difficultés techniques, le ravitaillement soulève encore des difficultés psychologiques. De telles situations sont bien plus fréquentes qu'on ne le pense ; l'importance de la nourriture en général, et de certaines nourritures en particulier est appréciée de façons très variées selon les pays et les peuples. Il en est de même de l'habillement. La moitié de l'humanité préfère le blé et l'autre moitié préfère le riz, comme céréale de base. Près d'une moitié de l'humanité considère que le port de la cravate chez les hommes est une chose importante, établissant un certain rang social, tandis que plus d'une moitié de l'humanité est tout à fait indifférente à la valeur sociale des cravates.

Ces quelques exemples ne peuvent qu'illustrer l'extraordinaire variété des attitudes mentales déterminant la carte si bariolée de la consommation dans le monde. Pour estimer les besoins il ne suffit pas de connaître les chiffres de la population, ni les quantités des produits ; *il ne s'agit pas seulement de niveau de vie et de densité de peuplement, mais encore de genre de vie*, notion qualitative et complexe, faite de goûts, d'habitudes, de traditions religieuses et autres. Le monde est plein de telles oppositions de détails entre civilisations ; et, quand on en



vient à des différences régionales plus nuancées, à l'intérieur d'une nation, les divers genres de vie apparaissent comme étant l'un des facteurs importants des cartes de consommation. Nous avons ainsi trouvé déjà trois facteurs importants déterminant les formes de consommation : la masse de la population, le niveau de vie, le genre de vie. Ces trois éléments sont imbriqués les uns dans les autres ; il est parfois difficile de les isoler dans une analyse locale.

Considérons, par exemple, les rapports entre niveau de vie et densité de peuplement. Nous voyons aussitôt surgir le problème de savoir si, dans un espace donné, une population dense peut se permettre d'atteindre à un niveau de vie aussi élevé que d'autres populations qui semblent disposer de beaucoup plus de ressources pour subvenir à leurs besoins. C'est ainsi que surgit la fameuse question du surpeuplement maintes fois agitée depuis Malthus et qui avait pris une allure de problème international de premier plan dans les relations entre grandes Puissances vers 1936. Les Puissances *insatisfaites* étaient celles qui expliquaient l'insuffisance de leur niveau de vie par le rapport entre la masse de leur population et la modicité de leurs ressources, surtout en matières premières. Or les densités les plus élevées se trouvaient en des pays comme les Pays-Bas, la Belgique et la Grande-Bretagne qui se rangeaient alors dans le camp des Puissances satisfaites et ne se plaignaient point d'un niveau de vie insuffisant. L'Allemagne, le Japon et l'Italie faisaient alors remarquer que ces Puissances satisfaites disposaient des vastes ressources de leurs empires coloniaux, qui faisaient défaut aux « insatisfaits ».

Le problème du surpeuplement ne doit pas trop nous écarter des inégalités de consommation ; mais il faut rapeller ici que *le surpeuplement n'est en grande partie que la prise de conscience d'une situation où la nation en question se trouve désavantagée par rapport à d'autres*, surtout désavantagée dans ses moyens de ravitaillement. Or, on se sent souvent désavantagé en se comparant à la situation de voisins ou rivaux qui paraît meilleure. Le surpeuplement n'est qu'une situation relative ; il n'en est pas d'indice de valeur absolue. Dire d'un pays qu'il est surpeuplé, revient à y trouver la pression de la population plus forte, ou le niveau de vie plus bas, qu'on ne le voudrait. Mais quel niveau de vie souhaiterait-on ? celui, sans doute, qui semble le plus élevé parmi tous ceux que l'on connaît. Il n'y a aucune raison a priori pour se satisfaire d'un niveau inférieur à celui réalisé quelque part ailleurs. Un peuple peut toujours se demander, en se comparant à d'autres : pourquoi faut-il que je sois un parent pauvre ? N'ai-je point mérité autant que les autres ? et même plus ? Le niveau de consommation souhaitable revêt ainsi un cadre moral et politique où on ne saurait appliquer de mesures objectives. Tout cela revient à dire que,



dans le système de relations existant dans l'espace où cohabitent des peuples divers, chacun d'entre eux voudrait s'égaliser en moyens de consommation aux niveaux les plus élevés qu'il connaisse. Il voudrait le faire sans que son genre de vie propre soit trop affectée, ni ses traditions, goûts et habitudes en soient gênés. Et, parmi les pays ainsi considérés, certains sont plus disposés que d'autres à l'action violente pour atteindre de telles améliorations. Ce sont ceux disposés à l'action la plus vive qui se parent le plus volontiers de l'étiquette de « surpeuplés » ou « insatisfaits ». En fait, les densités les plus diverses se rencontrent dans des pays à niveaux de vie très élevés, comme dans des pays à niveaux de vie fort bas. Et l'on a souvent vu dans le passé des accroissements rapides de population, et donc de densité, correspondre à des périodes d'élévation non moins rapide du niveau de vie.

Quoi qu'il en soit des réclamations plus ou moins fondées des pays qui, se disant surpeuplés, demandent accès à des moyens plus larges de consommation, les écarts qui existent de nos jours entre les niveaux de vie de différentes parties du monde sont souvent énormes et ne peuvent manquer de soulever des problèmes moraux et politiques. La répartition actuelle de la consommation est extraordinairement inégale. Si la diversité des genres de vie rend les comparaisons souvent difficiles, on peut néanmoins apprécier quelques ordres de grandeur, qui permettent de distinguer aussi quelques vastes régions de niveaux de vie très différents par les quantités mises à la disposition des habitants, en se servant des statistiques assez nettes et simples publiées aujourd'hui par divers organismes internationaux et surtout par les Nations Unies. Deux tableaux principaux énumérant la consommation *per capita*, l'un des aliments, l'autre des moyens de production et de confort, dans une série de pays aux économies très diverses, nous permettront de nous en rendre un peu compte.

L'ensemble des statistiques utilisées dans les tableaux (p. 25 et 28) provient des données sur la consommation publiées dans l'*Annuaire statistique 1954* des Nations Unies. Elles se réfèrent, sauf indication contraire, à l'année 1952. Nous sommes fort conscients des disparités qui se sont glissées malgré les efforts des statisticiens de l'O.N.U. dans les données communiquées par les services compétents des divers États membres. La même statistique n'est pas calculée ou recensée de la même manière dans tous les pays. Néanmoins, les chiffres des tableaux que nous avons composés donnent des ordres de grandeur permettant des comparaisons assez valables et que l'on retrouve facilement dans la réalité quotidienne des pays énumérés lorsqu'on les connaît. Il s'en dégage une impression générale non seulement de grande diversité, mais encore d'inégalité criante dont la reconnaissance



RÉPARTITION DES MATIÈRES PREMIÈRES

est nécessaire à la compréhension des problèmes présents de la répartition des matières premières.

Il aurait été trop long et inutile de reproduire une longue liste de pays. Nous avons choisi une douzaine de cas qui permettent de juger des inégalités entre grandes zones de civilisations et aussi des inégalités demeurant à l'intérieur de la grande zone de civilisation occidentale, qui est surtout une zone nord-atlantique sur la carte, et même à l'intérieur de l'Europe. Il a paru désirable de consacrer tout le premier tableau à la consommation des aliments et le second à la consom-

Pays	Consommation par habitant et par :					
	an, en kilogrammes				jour, en calories	
	Céréales	Sucre	Viandes	Corps gras	Total	% d'origine animale
États-Unis	74	41	75	20	3 120	40
Canada	77	44	76	20	3 130	42
N <sup>lle</sup> -Zélande	88	43	107	20	3 340	49
Royaume-Uni	98	38	53	20	3 060	35
France	120	24	68	13	2 850	28
Allemagne occ.	98	24	41	23	2 840	33
Suède	83	39	50	20	3 000	42
Italie	160	14	18	12	2 580	15
Grèce	151	11	13	14	2 500	9
Tchécoslovaquie	139	23	34	10	2 690	22
Brésil	92	34	29	7	2 350	15
Égypte	172	16	12	4	2 360	8
Inde	106	13	2	3	1 590	7
Japon	152	11	2	2	2 210	4

CONSOMMATION D'ALIMENTS DANS LE MONDE

(D'après le tableau n° 124, *Disponibilités alimentaires nettes par habitant*, de l'*Annuaire statistique 1954* des Nations Unies, 1954-XVII-5.)

mation industrielle et énergétique. La consommation alimentaire fait apparaître plusieurs types d'alimentation dans différentes régions qui correspondent à des civilisations distinctes. La civilisation de type anglo-saxon s'est développée avec succès dans les pays neufs, colonisés et peuplés surtout par des Blancs ; son régime alimentaire semble celui où l'individu est en moyenne le mieux nourri. Viandes, corps gras et sucre tiennent un rôle prépondérant dans cette riche nourriture que l'on retrouve aux États-Unis, au Canada, en Nouvelle-Zélande, ainsi que dans quelques autres pays du monde, d'ailleurs peu nombreux. L'Europe offre déjà une gamme bien plus variée de régimes alimentaires. Ceux de la Suède et du Royaume-Uni, auxquels nous aurions pu joindre la Suisse, les Pays-Bas, le Danemark, donnent une idée des pays qui paraissent les mieux nourris en moyenne. Que la France



n'appartienne qu'à une catégorie quantitativement un peu inférieure surprendra sans doute beaucoup de Français. On aura un peu tendance à blâmer en l'occurrence l'inexactitude de statistiques agricoles incomplètes. Un pays qui importe la plus grande partie de sa nourriture, comme la Grande-Bretagne ou la Suisse, sait bien mieux les quantités réellement consommées qu'un pays qui a l'avantage de produire la plus grande partie de sa nourriture sur son propre territoire, mais où une plus forte proportion des denrées consommées pourrait n'avoir pas été déclarée à la production. Il demeure pourtant que céréales et farineux jouent certainement un bien plus grand rôle dans le régime français que les corps gras, comparativement aux pays de civilisation anglo-saxonne.

Par ces traits, l'alimentation française annonce déjà celle des pays plus pauvres et surtout des pays de civilisation latine et méditerranéenne : Italie, Grèce, Brésil, Égypte, en sont les exemples cités dans notre tableau et qui sont fort typiques des divers régimes existant dans le monde méditerranéen et arabe d'une part, en Amérique latine d'autre part. L'Italie offre parmi ces pays un type supérieur, que l'on retrouve encore en Argentine dans une certaine mesure. L'Allemagne occidentale et la Tchécoslovaquie sont citées en exemples des pays de l'Europe centrale. La Tchécoslovaquie est généralement considérée comme le pays bénéficiant du niveau de vie le plus élevé, en moyenne, parmi les États du bloc soviétique. Quoique nous ne puissions citer à son sujet que les chiffres de 1948, ils indiquent un rang approximatif nettement inférieur à celui du reste de l'Europe à l'Ouest du rideau de fer, sauf sur les rives de la Méditerranée. La dégradation de la proportion des aliments d'origine animale dans le total des calories consommées est frappante : des 49 % de Nouvelle-Zélande et 42 % de Suède, on tombe à 9 % en Grèce et 8 % en Égypte. Enfin, la grande zone d'Extrême-Orient, dont le Japon et l'Inde sont des échantillons, et parmi les plus importants, groupe la moitié sous-alimentée de l'humanité où le total de calories consommées demeure au-dessous de 2 500 par jour, souvent au-dessous de 2 000, car le Japon est encore relativement bien partagé. Le pourcentage d'origine animale tombe au-dessous de 8. On se demande comment ces gens survivent ou si les nations riveraine de l'Atlantique Nord ne sont pas en train de se suralimenter ?

Le végétarianisme de l'Asie des moussons n'est pas simplement un fait de civilisation, ni le fruit de croyances religieuses. C'est surtout le corollaire de la misère profonde des grandes masses populaires. Une sous-alimentation chronique semblable se retrouve en Égypte et dans nombre d'autres pays de civilisation arabe, comme parmi les populations noires de certaines régions africaines où les traditions et les croyances ne sont plus celles de l'Inde, ni de l'Extrême-Orient.



Mahatma Gandhi a raconté dans ses écrits comment il participa dans sa jeunesse au mouvement des jeunes nationalistes indiens qui pensèrent acquérir les forces nécessaires à l'expulsion des Britanniques en se mettant à manger de la viande malgré leurs traditions religieuses. De telles croyances nouvelles et simplistes ont vite fait de se répandre, que la puissance des plus grandes nations réside dans quelque secret simple comme leur mode de nutrition. Ce n'est pas en mangeant de la viande, à quoi il renonça par la suite, mais par de tout autres mesures que Gandhi fit faire à son pays des progrès rapides vers l'indépendance. La sous-alimentation chronique des masses demeure pour tout pays une cause de faiblesse et de troubles. Les peuples mieux nourris ont toujours su créer et mettre en valeur plus de ressources. On n'aurait pas tout à fait tort de rapprocher le régime alimentaire des pays qui furent si aisément colonisés par l'Europe aux siècles derniers de la part qu'ils ont prise dans la mise en valeur du monde. La nutrition fut un facteur ; il y en eut certes aussi bien d'autres. Du fait que le rôle pratique du facteur nutrition est de plus en plus apprécié, découlent des conséquences lointaines : les peuples moins bien partagés sur ce chapitre aspirent avec plus de volonté à améliorer leur ordinaire. Il en résulte des évolutions économiques et politiques.

Les grandes régions de niveaux de vie alimentaires se retrouvent presque exactement les mêmes dans la répartition des consommations de l'énergie ou des produits de l'industrie, comme en témoigne le tableau ci-après.

La consommation d'énergie et d'acier varie assez fortement d'une année à l'autre dans les pays grands consommateurs, car elle reflète là le niveau de l'activité industrielle ; le nombre d'habitants par automobile ou par téléphone ne cesse de diminuer partout car ces deux outils sont devenus des besoins essentiels de notre époque et leur nombre ne cesse d'augmenter rapidement un peu partout. Les chiffres de ce tableau n'ont donc, chacun pris à part, qu'une valeur toute relative et momentanée. L'ensemble comporte néanmoins des enseignements d'une nature plus profonde et durable : on y voit de nouveau apparaître le niveau de vie très élevé de l'Amérique anglo-saxonne et des autres pays issus de la civilisation britannique. La Nouvelle-Zélande, en effet, n'est qu'un petit pays, surtout agricole, et à l'écart des grands courants de circulation ; elle n'en présente pas moins un niveau de consommation de produits industriels par habitant fort supérieur à celui d'un pays industrialisé comme l'Italie et même un peu supérieur à celui de la France !

La même disposition générale des niveaux de vie, décroissants vers le Sud et l'Est en Europe, se retrouve sur ce tableau comme sur celui de l'alimentation. Le niveau de la Grèce apparaît à certains



## MARCHÉS DES MATIÈRES PREMIÈRES

égards bien en dessous de celui du Japon ou du Brésil. L'Amérique latine et les pays d'Afrique et du Moyen-Orient représentent le stade suivant où les masses populaires ne jouissent que d'un niveau de vie très déprimé ; et l'Extrême-Orient offre la grande région de misère du point de vue des produits industriels aussi bien que pour le régime alimentaire. Le niveau japonais est encore exceptionnellement élevé dans cette partie du monde où l'Inde offre une image plus typique, avec plus de mille individus par véhicule automobile en usage et deux mille par téléphone.

PAYS	CONSOMMATION		NOMBRE D'HABITANTS PAR :	
	d'énergie de source commerciale par an et par habitant en équivalence de tonnes de houille	d'acier par habitant en kg	véhicule automobile en usage	appareil téléphonique
États-Unis	7,78	518	3	3,3
Canada	6,86	358	4,7	4,3
N <sup>lle</sup> -Zélande	2,70	206	5,1	4,7
Royaume-Uni	4,57	317	14,1	8,3
France	2,45	244	15,1	16,3
Allemagne occ.	3,01	289	26	16,1
Suède	3,81	353	15,1	4
Italie	0,82	85	59	34
Grèce	0,27	27	234	77
Brésil	0,30	23	91	90
Égypte	0,22	7,6	257	161
Inde	0,11	5,1	1 310	2 039
Japon	0,90	58	358	39

### CONSOMMATION D'ÉNERGIE ET DE PRODUITS INDUSTRIELS EN 1952 DANS LE MONDE

(D'après les tableaux nos 125, 129, 136 et 144 de l'*Annuaire statistique 1954*.)

Le dénuement général de l'Extrême-Orient et la grande richesse de l'Amérique du Nord anglo-saxonne, avec une position intermédiaire, pleine de nuances, de l'Europe, telle est la leçon d'ensemble qu'il convient de retirer de ce rapide examen des inégalités de la consommation dans le monde. L'absence de statistiques officielles nous a empêché d'indiquer par quelques exemples où en était le niveau des pays du bloc soviétique. La Chine participe indiscutablement au monde extrême-oriental et doit être plus proche de l'Inde que de tout autre pays de nos tableaux. L'U.R.S.S., la Pologne, la Bulgarie, paraissent avoir un niveau de vie en voie d'amélioration sensible par rapport surtout à ce qu'il fut au lendemain de la seconde guerre mondiale, mais encore fort inférieur aux niveaux actuels de l'Europe de l'Ouest et du Nord-



Quest. La consommation d'énergie et de matières premières fondamentales telles que l'acier n'est pas nécessairement un signe de niveau de vie élevé dans un pays en voie d'équipement ou de reconstruction, ce qui est le cas de la quasi-totalité des Puissances du bloc soviétique. Le retard à rattraper sur les pays d'Occident en équipement est si considérable que la consommation des matières premières s'en va bien plus en biens d'investissement qu'en biens de consommation courante. Il en est autrement dans les pays mieux équipés depuis plus longtemps. En 1948 (dernière année pour laquelle on trouve des statistiques officiellement publiées dans ces pays), la Pologne comptait 340 habitants par véhicule automobile en usage et 120 habitants par appareil téléphonique en usage ; en Bulgarie, à la même date, ces chiffres étaient de 700 par automobile et 130 par téléphone. Les nombres des « robots » ou esclaves mécaniques par rapport à la population permet de mesurer avec une approximation raisonnable le niveau de vie, soit le confort dont peuvent jouir beaucoup d'individus du fait du remplacement du labeur humain ou animal par des mécaniques. Il est certes évident que la région nord-atlantique des deux côtés de l'océan est seule dans le monde à avoir atteint un stade de consommation élevé de « robots » aussi bien que d'aliments, d'où s'ensuit une consommation très élevée de toutes les matières premières nécessaires à la civilisation mécanisée moderne. En définitive, la consommation de matières premières apparaît proportionnée au confort dont jouissent les gens, en moyenne, dans les diverses régions du globe.

### CROISSANCE CONSTANTE DE LA CONSOMMATION

La soif de confort est une des caractéristiques principales de l'espèce humaine. Elle fut d'ailleurs depuis des millénaires un grand facteur de progrès et de puissance. Nous n'avons garde d'oublier que le stoïcisme, contre-partie des aspirations au confort, fut, lui aussi, un facteur agissant de l'histoire ; mais les grandes civilisations qui ont successivement fleuri au cours des âges ont usé largement du luxe, plutôt que généralisé le brouet spartiate. Athènes laissa indiscutablement sur l'histoire une marque plus profonde que Sparte et si la nécessité du brouet a triomphé à certaines périodes de l'histoire de bien des grandes nations, elle a rarement duré. Au xx<sup>e</sup> siècle encore on ne pouvait demander à un peuple de préférer les canons au beurre que dans l'intention évidente d'obtenir, grâce à une supériorité d'artillerie, tous les aliments et autres denrées que le peuple pouvait souhaiter.

Si l'on pouvait aussi soutenir jadis que le brouet de la masse est la condition nécessaire du luxe d'un petit nombre, cette théorie a fait son temps et, depuis la révolution industrielle, une consommation



toujours croissante des masses populaires devint la condition nécessaire et suffisante de la grande prospérité économique. Si l'on a pu dire que « le capitalisme était bloqué à la hausse », ce principe n'est applicable qu'avec une consommation constamment en hausse, et partant, une production suivant dans le sillage de la demande. Depuis environ un siècle, l'économie des États-Unis a été le prototype d'une immense machine industrielle et commerciale en constante croissance, maintenant par des moyens divers, allant d'une redistribution plus égalitaire des revenus à la grande publicité, une expansion de la consommation. Pour un tel but, il paraît indispensable que les grands nombres participent à ce système. Le mot de Montesquieu se trouve ainsi mis en pratique : « Il est de la nature du commerce de rendre le superflu utile et l'utile nécessaire. » Ce processus d'égalisation relative de la consommation en amenant les masses à accéder à des quantités et une variété toujours croissantes de biens de consommation, fut d'abord limité aux pays de l'Atlantique Nord. Britanniques, Américains, Scandinaves, Néerlandais, Suisses et Belges, Français et Allemands, ces derniers déjà dans une moindre mesure, mirent en pratique des idées économiques qui paraissent être l'apanage des pays industrialisés, des consommateurs de matières premières.

Mais voici que la même soif de confort et de consommation pour la masse se répand de par le monde en dehors de la région la plus favorisée, qui avait eu le mérite de mettre au point les principes et leur application. Une vague immense, gonflant la demande de toutes sortes de produits, faisant craquer des structures sociales établies et trop conservatrices, soulève de nos jours l'économie internationale et bouleverse tout le tableau des forces politiques qui fut encore vrai au début du siècle. L'augmentation rapide de la population de notre globe est sans doute pour beaucoup dans l'expansion de la demande. L'ensemble de l'humanité était estimé à environ 1 800 millions d'individus en 1920, mais 2 650 millions environ en 1954, un accroissement de près de moitié en 34 ans. Mais la généralisation, dans ces masses d'hommes, de l'aspiration à une vie meilleure, une nourriture plus carnée, un habillement plus diversifié, l'usage de plus de mécaniques diverses, n'a pas moins contribué non seulement à développer la production et les échanges, mais à démontrer surtout l'insuffisance des quantités actuellement mises en consommation.

Près de deux siècles après avoir proclamé un grand idéal d'égalité parmi les hommes, l'Occident ne saurait se formaliser de voir l'habitant de la Chine ou de l'Inde réclamer des moyens de consommation égaux à ceux de l'Américain ou du Britannique. Or, que l'on veuille bien y réfléchir un peu en termes de quantités : si l'Inde consommait autant d'acier *per capita* que le Royaume-Uni de 1952, elle en absor-



berait, pour une population égale à celle qu'elle eut en 1952, 116 millions de tonnes ; la Chine, au même taux, avec sa population estimée de 1952, en consommerait 180 millions de tonnes. Ces deux pays mis ensemble auraient ainsi besoin de 300 millions de tonnes d'acier ; notre hypothèse est très inférieure à ce que serait cette demande si elle avait été évaluée à égalité avec la consommation *per capita* des États-Unis ou même du Canada. Or le monde entier n'a encore jamais produit en une année autant d'acier ; en 1952, la production mondiale était estimée à 210 millions de tonnes et, en 1955, à 268 millions. Là-dessus les États-Unis ont consommé 81 et 105 millions de tonnes en ces deux années. Ce seul exemple, qui pourrait être maintes fois multiplié pour d'autres matières premières, montre avec assez d'éloquence combien peu le monde actuel est équipé pour assurer un ravitaillement suffisant à l'ensemble de sa population, si l'on admettait que le niveau « nécessaire et suffisant » était le niveau le plus élevé ou l'un des plus élevés.

Si l'on voulait satisfaire rapidement aux besoins qui se font jour et que l'on décidait d'augmenter de 100 millions de tonnes par an la production mondiale d'acier, le pays qui pourrait y parvenir le plus rapidement et aisément, serait sans aucun doute les États-Unis. Mais quand le consommateur moyen en Inde ou en Chine pourra-t-il se permettre de payer les prix américains et de dépenser autant que le fait aujourd'hui l'Américain moyen ? Il ne le pourra sans doute que le jour où son propre pays sera aussi industrialisé et commercialisé que les États-Unis le sont déjà. Et, d'ailleurs, pour doubler rapidement leur production actuelle d'acier, les États-Unis eux-mêmes auraient besoin d'un apport massif de minerais divers en provenance d'autres pays. Il résulte de la situation présente que l'économie de chaque partie du monde est plus ou moins bien adaptée au rythme de consommation qui fut le sien ces temps derniers et qu'un grand nombre de problèmes, certains locaux, d'autres internationaux, doivent être résolus dès que les rythmes sont accélérés.

L'accroissement constant de la consommation, sans avoir encore et de loin atteint à des quantités qui satisferaient la soif actuelle du monde, est cependant impressionnant. Dans le domaine des sources d'énergie par exemple on estime que la consommation mondiale (U.R.S.S. et Chine non comprises) est passée de l'équivalent de 1 700 millions de tonnes de houille en 1937 à 2 614 en 1953, soit un accroissement de plus de 50 % en 16 ans. Dans le même temps la consommation industrielle de caoutchouc est passée de 1,1 à 2,5 millions de tonnes, celle des engrais phosphatés de 3,5 à 6,5, celle du coton de 5,8 à 6,9 millions de tonnes. Il n'y a aucune raison évidente à ce que le rythme de cette accélération se ralentisse. En bonne logique, il devrait plutôt



s'accélérer davantage à mesure de l'arrivée d'un plus grand nombre de pays retardés jusqu'ici en leur industrialisation au stade où les biens de large consommation pourront leur être distribués largement. Il est significatif qu'à la querelle des Puissances satisfaites et insatisfaites d'avant-guerre, des « have » et « have-nots », a succédé au premier plan des conférences internationales la préoccupation de la politique d'aide aux « pays sous-développés ». Il semble acquis aujourd'hui que la source du malheur des « have-nots » est leur état de « sous-développement » et qu'ils accéderont à plus de bonheur matériel et donc de satisfaction morale, une fois adéquatement mis en valeur. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, l'arrivée des États-Unis à la direction des affaires politiques et économiques de l'Occident a signifié aussi un changement considérable de la philosophie des relations internationales. Il est vrai que les « have-nots », les insatisfaits de cette nouvelle époque ne sont plus des Puissances déjà assez avancées elles-mêmes dans la révolution industrielle et technique comme l'étaient l'Allemagne, le Japon, l'Italie, mais les grands pays à niveau de vie déprimé comme la Chine, l'Inde, l'Indonésie, l'Égypte, etc.

Ces circonstances politiques semblent annoncer que le niveau de vie de l'ensemble du monde, et donc la consommation de matières premières, est en bonne voie de rapide développement. Ceci ne peut manquer de soulever beaucoup de problèmes de répartition car la géographie des matières premières, de leur production d'une part, de leur consommation de l'autre, amorce de nos jours une profonde évolution. Or cette géographie, dans son statut actuel, n'est déjà pas simple. Les rapports entre répartition géographique des centres de production et des centres de consommation ont évolué très vite au xx<sup>e</sup> siècle.

### *DISTRIBUTION GÉOGRAPHIQUE DE LA PRODUCTION*

Une vue assez simpliste de la géographie des activités humaines consiste à supposer qu'en général un peuple consomme surtout ce que lui fournit la nature sur le territoire qu'il occupe. Il en fut ainsi très certainement à l'époque où nos ancêtres vivaient en économie fermée sans dépasser des horizons étroits. Ces temps sont révolus depuis longtemps. La Grande-Bretagne avait fondé au xix<sup>e</sup> siècle sa fortune économique sur les industries du coton et de l'acier, alors qu'elle ne produisait pas un brin de coton et fort peu de minerai de fer ; plus tard elle domina pour un temps le marché international du pétrole sans en trouver un litre dans son propre sous-sol. L'économie d'échanges a depuis des siècles fait commercer les pays qui consommaient diverses denrées absentes de leurs territoires avec des pays qui les produisaient.



Nous savons ce que la découverte et l'exploration des Amériques doit au commerce des épices. La colonisation anglaise en Amérique du Nord débuta en partie dans le but de trouver, comme les Espagnols l'avaient fait, des sources de métaux précieux au Nouveau-Monde, et en partie afin de s'y ravitailler en bois et produits forestiers dont l'Angleterre, fort déboisée dès le xvi<sup>e</sup> siècle, commençait à manquer alors que ses besoins en bois s'accroissaient.

Il est fréquent d'ailleurs qu'un pays commence par l'exploitation chez soi ou à proximité d'une source de matière première qui s'épuise vite ; alors on part à la recherche de sources de ravitaillement extérieures et on en trouve de fort lointaines qui se révèlent les plus avantageuses. Ainsi s'esquisse un divorce croissant entre lieux de production et lieux de consommation, provoquant des échanges plus fréquents, des transports plus massifs, des spécialisations plus poussées. Au lendemain des grandes découvertes et de la constitution, surtout aux xvi<sup>e</sup> et xvii<sup>e</sup> siècles, des grands empires coloniaux, la doctrine prédomina dans les capitales européennes d'une division du travail où les colonies produiraient les matières premières et seraient ravitaillées en échange en produits manufacturés par la métropole. Notre siècle hérita de cette époque la division des pays en « pays neufs », produisant surtout des matières brutes, et « pays vieux » beaucoup plus industrialisés, et aussi l'idée que les pays vieux devaient être plus riches et plus puissants que les pays jeunes.

En fait, on assista surtout à la dispersion de par le monde de centres de production de matières produites précédemment plus près des centres de grande consommation. Le cas classique à cet égard, toujours cité, est celui de l'or dont les sources se sont dispersées vers la périphérie du monde habité : si jadis l'Europe et sa périphérie immédiate furent les seules régions connues productrices du métal précieux, les grands centres d'extraction sont aujourd'hui en Afrique du Sud et en Australie, dans l'Arctique sibérien et nord-américain. Un cas non moins classique est celui de la laine : jadis produite surtout dans quelques grands pays d'Europe, Angleterre et Espagne en particulier, elle est aujourd'hui surtout fournie par de lointains États austraux : Australie, Argentine, Afrique du Sud, mais aussi États-Unis. Or, les grands centres de consommation industrielle sont aujourd'hui les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, l'Italie, etc. Si un seul des pays ainsi énumérés se retrouve sur les listes des grands producteurs et des grands consommateurs, les États-Unis sont un très vaste pays qui produit sa laine surtout à l'Ouest mais consomme surtout à l'Est. Le même divorce entre production et consommation sur la carte se retrouve pour la plupart des minéraux. S'il est atténué depuis le siècle dernier pour le charbon, dont de gros centres d'extraction se



sont multipliés un peu dans toutes les régions du monde, il s'était accusé longtemps pour le pétrole dont l'importance grandissait vite.

Vers 1900, il semblait que les pays riverains de la mer du Nord constituaient la grande région transformatrice et consommatrice à la fois, le grand pôle d'attraction des expéditions de matières brutes de toutes les autres parties du monde. Pourtant, c'est de cette même région d'autour la mer du Nord que partaient les expéditions des deux matières premières les plus importantes de beaucoup à l'époque : le charbon dont l'Angleterre et l'Allemagne étaient les seuls gros exportateurs et les fontes et aciers dont ces mêmes pays, auxquels se joignaient la France, la Suède et la Belgique, fournissaient le reste du monde. Ainsi, réflexion faite, toutes les matières premières ne convergeaient pas vers la mer du Nord ; certaines, et justement les plus importantes, en divergeaient.

Mais, déjà à cette époque, les centres de production de la houille d'une part, des fers et aciers de l'autre commençaient à se répandre de par le monde. Un centre énorme fonctionnait déjà à bonne distance de la mer du Nord mais qui attirait plus l'attention comme exportateur que comme importateur de matières brutes car les manufacturés prédominaient dans ses importations et il consommait sur son marché intérieur une bonne part des matières de base qu'il produisait : les États-Unis méritaient sans doute, dès 1900, le titre de première puissance industrielle du monde ; ils étaient indiscutablement la première Puissance du monde pour les industries extractives ; ils exportaient déjà de vastes quantités de minerais et métaux ; mais leurs industries transformatrices leur conféraient également un rang éminent. En 1913, l'Angleterre consommait 197 millions de tonnes de houille, ce qui représentait la quasi-totalité de sa consommation d'énergie. Les États-Unis en consommaient en 1913 environ 480 millions de tonnes, plus une quantité déjà notable de pétrole. La même année, la production de fonte des États-Unis atteignait 31,5 millions de t et celle d'acier 31,3 millions de t ; à la même époque, l'Angleterre faisait bien moins de produits sidérurgiques tout en dominant les échanges internationaux des fers et aciers. Quarante ans plus tard, en 1953, la sidérurgie britannique atteignit une production record, dépassant la moitié de la production américaine de 1913 !

La primauté acquise par les États-Unis parmi les producteurs de matières premières et aussi parmi les consommateurs industriels ne date donc pas d'hier, mais déjà de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Si vastes furent les besoins de leur marché intérieur que les États-Unis demeurèrent importateurs de produits manufacturés et semi-manufacturés pendant longtemps. Les deux grosses poussées d'industrialisation dues aux deux grandes guerres, où il fallut subvenir aux besoins d'une



Europe en guerre et ravagée, comme aussi à la demande des clients habituels de cette Europe, firent parvenir l'industrie américaine à une masse de consommation extraordinaire. De 1900 à 1950, la consommation des États-Unis en matières premières fut multipliée en poids par un facteur 2,5 ; en 1950 la masse atteignait un total d'environ 2 700 millions de tonnes, soit près de 120 t par habitant. Cette masse de matières brutes avait ainsi cru non seulement en poids mais aussi en variété des éléments la constituant. Le ravitaillement des États-Unis avait eu beau développer les ressources du vaste territoire national, elles y suffisaient de moins en moins ; les États-Unis étaient devenus, dès les années 1920-1929, le plus gros importateur de matières premières du monde, — et leur rôle à cet égard n'a cessé de croître en proportion dans les échanges internationaux.

Ainsi, les sources de production nécessaires au ravitaillement des États-Unis eux-mêmes, naguère presque autarciques grâce à l'amplitude de leurs ressources, se dispersent, elles aussi, aux quatre coins du monde, rendant la géographie de la production plus complexe et plus diversifiée. Des intérêts américains suscitent la mise en valeur de gisements de minerais de fer au Chili, au Vénézuéla, en Labrador, de minerais de cuivre en Afrique orientale, en Mauritanie comme en Amérique du Sud, de bauxite en Jamaïque, en Guinée française, en Surinam et en Gold Coast. La liste est longue de ces entreprises nouvelles qui se montent ayant en vue d'expédier au moins une partie de leur production vers les États-Unis ou vers les usines du Canada qui complètent le système industriel américain. Mais à cet égard, depuis 1920, les États-Unis ont suivi plutôt une direction inverse de celle de la plupart des autres pays consommateurs.

La désorganisation des systèmes d'échanges anciennement organisés entre fournisseurs et clients de matières premières et de manufacturés que causèrent les deux guerres mondiales ainsi que, dans une moindre mesure, la crise économique des années 1929-1934, suscita une décentralisation des industries transformatrices, donc une décentralisation de la consommation de matières premières d'abord, de leur production ensuite. Les pays producteurs, qui ne pouvaient plus écouler facilement leur production, cherchèrent à consommer sur place une plus grande part de leurs produits. Les pays consommateurs, qui éprouvaient des difficultés de ravitaillement, s'efforcèrent de produire sur leurs propres territoires ou dans des régions auxquelles ils conservaient un accès aisé, les produits qu'ils désiraient.

Ainsi les grands pays industriels d'Europe devinrent de plus gros producteurs de matières premières ; et les pays d'économie « jeune » de par le monde, jadis spécialisés dans l'exportation de matières premières, s'industrialisèrent et se mirent à consommer plus de matières



brutes diverses. Ces deux tendances, ajoutant leurs effets, devaient causer en bonne logique une diminution sérieuse des échanges internationaux de matières premières. L'autarcie croissante de la plupart des Puissances multiplia les sources de production de matières premières : l'Europe occidentale produisit plus de blé, de viandes, de sucre pour sa consommation, plus de minerais de fer, de manganèse, etc. L'Angleterre, l'Allemagne, même un pays aussi exigu et surpeuplé que les Pays-Bas, produisirent entre les deux guerres une proportion de plus en plus grande des matières premières essentielles à leur économie. L'Union Soviétique s'étant entourée d'une muraille d'isolement depuis l'installation du régime communiste, faisait des efforts considérables pour se suffire en circuit fermé. Des pays récemment encore tout neufs, comme l'Inde et l'Australie se montaient des industries transformatrices, achetaient moins de manufacturés en période de dépression, mais en fabriquaient bien plus chez eux, accroissant leur consommation intérieure de matières premières jadis exportées. Le Canada, réputé n'être au début du siècle qu'un « empire des bois et du blé », se montait de vastes industries. Pour parfaire ces tendances d'autarcie, divers pays découvraient de nouvelles matières premières dites de remplacement et d'autres trouvaient des usages nouveaux à des denrées dont ils accumulaient des surplus. Ainsi le Brésil se mettait à extraire du café des produits chimiques utiles à l'industrie des plastiques, tandis que l'Allemagne fabriquait à partir de ses abondantes ressources en houille et lignite du caoutchouc et du pétrole synthétiques. De telles évolutions n'étaient pas absolument nouvelles : jadis le blocus du continent européen lors des guerres de l'Empire avait vu apparaître le sucre de betterave en remplacement du sucre de canne qui n'arrivait plus guère des Indes occidentales ; la rayonne ou « soie artificielle » s'était développée en France alors que notre production de soie grège déclinait ; la culture du coton s'était répandue en bien des pays pendant que la guerre de Sécession aux États-Unis avait affamé en fibre textile les marchés consommateurs. Les moyens accrus de la technique du xx<sup>e</sup> siècle permirent de multiplier les produits de remplacement ou les usages nouveaux de denrées anciennement connues.

La notion de matière première faillit sombrer dans l'étrange géographie économique des années 1940-1945, alors qu'Allemagne, Japon, Grande-Bretagne et États-Unis rivalisaient d'ingéniosité pour suffire dans le cadre géographique le plus réduit possible à une consommation dévorante de temps de guerre. Il sembla pour un moment que l'on arriverait bientôt, grâce à la chimie, à produire de tout à partir de n'importe quoi, pourvu que les laboratoires puissent mettre au point les procédés et que l'on disposât de sources abondantes d'énergie. Mais le retour aux conditions plus normales d'une économie plus



pacifique et plus prospère ont permis de se rendre compte, depuis 1945, que la géographie des matières premières ne se réduirait pas à un système de brevets différent dans chaque grande nation ou constellation politique. Les produits de remplacement n'offraient pas tous les avantages de coût ni de qualité des matières premières plus anciennement connues. Dans certains cas ils ont définitivement remplacé pour des usages donnés les matières premières précédentes : ainsi le caoutchouc synthétique (très amélioré depuis 1946), les fibres textiles synthétiques du type nylon, sont aussi solidement établis désormais sur le marché mondial que l'est le coton (qui fut jadis une sorte de fibre de remplacement pour le lin et le chanvre) ou le pétrole (qui a pu faire figure de carburant de remplacement jadis pour le charbon et le bois). Il y a plus de matières premières que jamais, et chacune d'elles voit se multiplier les sites où on la produit et les usages auxquels on l'emploie.

Mais la croissance de la consommation est, elle aussi, rapide ; les échanges internationaux et intercontinentaux de matières premières sont dans leur ensemble plus volumineux et plus variés qu'ils ne l'ont jamais été. Si les échanges de certaines matières ont tendance à diminuer, ainsi ces dernières années pour le commerce de la houille et de la soie, un nombre bien plus considérable de matières voit son commerce se développer au contraire, ainsi de nos jours pour le pétrole, la bauxite, les minerais nécessaires à la sidérurgie, etc.

La géographie des matières premières est donc en constante évolution. De nos jours elle gagne rapidement en complexité du fait de l'évolution technique qui accroît d'une part la demande de matières peu utilisées hier encore, et qui accroît aussi d'autre part l'interchangeabilité de beaucoup de ces matières. La politique des prix doit tenir compte de facteurs nombreux qui ne sont plus simplement le jeu de la demande et de l'offre, selon la théorie économique classique. De plus le cloisonnement politique et économique accru du monde, où chaque pays légifère en imposant des règlements de douane, des taxes à l'importation et des primes à l'exportation, des contingents annuels, ou des accords bilatéraux de longue durée, ce cloisonnement a fait douter certains économistes de la possibilité d'appliquer à la situation présente les préceptes de la théorie classique. La théorie se révélera sans doute aussi souple que la matière économique l'est dans la pratique. Les lois du marché continuent à régir les échanges quoiqu'il n'y ait plus une seule loi simple du marché, mais une législation multiple et constamment en réfection des divers marchés qui sont fort nombreux. Le temps est passé où un seul grand marché financier, celui de Londres, pouvait régir la plupart des échanges des principales matières premières, avec l'aide de quelques autres marchés spécialisés, situés pour la plupart en Angleterre. La géographie de 1955 est fort



## MARCHÉS DES MATIÈRES PREMIÈRES

différente de celle de 1900. Elle est prête à évoluer d'ailleurs à nouveau : il ne faut pas oublier que l'interchangeabilité des matières premières et le cloisonnement douanier résultent en grande partie de la non-convertibilité des monnaies nationales et des politiques à longue échéance des grandes Puissances. Or ce sont là des facteurs susceptibles de se modifier.

La répartition des matières premières dans le monde demeure un processus essentiel à la compréhension de notre époque. Son étude apporte l'une des meilleures analyses possibles de la situation politique et économique présente ainsi que de ses tendances. Il importe de voir un par un chaque cas important, et il y en a beaucoup. Mais avant de procéder à ces études particulières, il est indispensable de mieux connaître le fonctionnement des circuits qui donnent à la matière sa fonction de « première » et qui assurent le ravitaillement plus ou moins satisfaisant de l'humanité. Les noyaux essentiels de cette organisation de la circulation des matières premières sont *les marchés* dont le réseau suffit à décrire la structure interne de cette géographie. Avant d'en examiner beaucoup de cas particuliers, il est opportun de voir ce qu'est un marché et comment les mécanismes fonctionnent.



## 2. géographie élémentaire des marchés

LES MATIÈRES PREMIÈRES SONT DES marchandises, c'est-à-dire des choses dont on traite sur des marchés. Il y a beaucoup de marchés divers de matières premières, souvent assez peu semblables les uns des autres. Que veut-on dire au juste par ce terme et comment se distribuent ces marchés, telles sont les premières questions auxquelles nous tenterons de répondre.

### *QU'EST-CE QU'UN MARCHÉ ?*

Littre donne un bon nombre de définitions des divers sens du mot « marché ». D'abord : « Vente, achat de ce qui se débite dans un lieu déterminé » ; puis : « Réunion de tous ceux qui vendent et achètent ce qui se débite ainsi » ; puis encore : « Lieu public où l'on vend toutes sortes de denrées ou d'objets.... Par extension, se dit d'une ville et même d'un pays où se font des transactions commerciales avec les nations étrangères ». Ces quatre définitions, les premières fournies par Littre, impliquent toutes l'idée d'une localisation géographique, site ou territoire. Ce n'est qu'ensuite que Littre énumère aussi les sens de « marché », telles que « convention renfermant les conditions d'une vente », etc.

De nos jours, nombre de transactions se font de loin et sous des formes plus abstraites que la simple « vente » d'un objet. Il peut y avoir cession ou acquisition par accord à une option, une obligation, un règlement comportant répartition de certaines choses. On pourrait dire sans doute que le marché est le lieu de transaction aboutissant à une répartition. Dans le domaine économique « marché » peut, en définitive, signifier trois catégories de choses : d'abord quand « on passe un marché », ce mot signifie une transaction, un contrat ; par marché on entend l'accord, le document auquel ont abouti des négociations.



Ensuite, et c'est là le sens de beaucoup le plus fréquent, marché signifie *le lieu* où se passent les transactions, les négociations et où l'accord se fait. Marché prend là un sens géographique, indiquant un site destiné aux transactions. Enfin, marché s'applique à l'ensemble des besoins ou de la demande, donc de *la consommation dans une région donnée* ; il peut en ce sens signifier le *territoire* considéré comme le *volume* de la consommation sur ce territoire. De ces trois sens principaux le premier est juridique, le second surtout géographique, le troisième surtout économique.

Dans cette étude de géographie économique ce sont les deux derniers sens, comportant une localisation dans l'espace, soit lieu de transactions, soit territoire auquel se limitent certaines transactions, qui nous intéressent. Il est d'ailleurs souvent difficile de séparer l'étude du marché sous la forme de l'organisme situé à un endroit donné, de ce qu'il dessert, soit du territoire sur lequel se trouvent répandues les marchandises manipulées ou au moins réparties par ce marché. Ayant admis que le but des transactions intervenant au lieu de marché se caractérise plus *par la répartition que par une opération de vente proprement dite*, nous engloberons les lieux où se règlent les modes de répartition des matières premières dans les économies très planifiées sous le terme de « marché ». On passe des « marchés » à Moscou, capitale de l'U.R.S.S., soit que l'on traite avec des Puissances étrangères aux fins d'exportation ou d'importation, soit qu'on y attribue des quantités fixes de matières à des régions données de l'U.R.S.S. afin de satisfaire leurs besoins. Qu'il y ait ou non vente au sens de troc, ou répartition théorique, mais acceptée par les intéressés, il y a transaction dont le lieu peut et doit être qualifié de marché ; Moscou est donc l'un des grands marchés de matières premières de notre époque, de même que les besoins de l'U.R.S.S. constituent l'un des grands marchés du monde moderne.

### SITES DES MARCHÉS

La localisation géographique, que ce soit à l'échelle du point où se concentrent les marchandises ou les marchands ou à l'échelle des territoires desservis, fut toujours très importante. Que ce soit pour le producteur ou le consommateur le lieu où il écoule ses produits ou se ravitaille en denrées est important, car les distances comportent des conséquences de transport. Comme la ménagère ira de préférence au marché de ville le plus proche de son domicile ou le plus facile d'accès, les marchands préféreront ne pas avoir à faire des transports trop longs et coûteux s'ils peuvent les éviter. A notre époque pourtant le marché n'est plus nécessairement pour les matières premières un



lieu de stockage, un groupement de magasins, ce qu'il fut pendant longtemps. On choisira souvent sur échantillons et on pourra convenir de transactions importantes pour l'avenir sans même avoir vu la marchandise car on la sait parfois bien standardisée. Le marché est alors un lieu de réunion : la distance jouera moins dès qu'il n'y aura pas transport de pondéreux ; mais le lieu devra être plaisant ou au moins commode pour tous ceux qui s'y réunissent pour marchander. La facilité d'accès, version qualitative de la proximité, jouera un grand rôle. L'organisation du marché, le grand choix de denrées ou de transactions qui y sont offertes, la variété des conditions auxquelles on peut y obtenir ce qu'on désire, sont des raisons décisives. Cette organisation s'acquiert rarement en un clin d'œil. Il faut une longue tradition pour maintenir un grand marché et le poids de l'histoire a fait que, malgré les changements acquis dans la distribution des consommations, malgré le progrès des techniques de communications et de standardisation, les grands marchés sont situés encore aujourd'hui à des endroits qui furent des sites de marchés importants depuis si longtemps qu'ils en sont venus à paraître prédestinés.

Au cours de l'histoire on retrouve trois manières principales d'établir un marché :

— D'abord *un marché s'établit de préférence à un carrefour*, c'est-à-dire au point de rencontre, au croisement de routes qui font converger vers ce point des courants de circulation de provenance et de destination diverses. Il y aura naturellement à un carrefour afflux de marchandises variées pouvant provenir des quatre points cardinaux ; cette variété prédisposera à des échanges.

— Ensuite, *le marché tend à s'établir à un point de rupture de charge*. C'est là une considération un peu plus technique, mais facile à comprendre. La rupture de charge implique que la marchandise parcourt pour se rendre de son lieu de production au lieu de consommation un itinéraire où le transport doit être interrompu, soit à cause de la distance soit pour transbordement si des modes de transport différents doivent être employés sur des sections du parcours. Il peut encore s'agir d'arrêts imposés par des règlements administratifs ou politiques. Ainsi une frontière, un col au sommet d'une crête de montagne, un port fluvial ou maritime sont des ruptures de charge logiquement désignées par la nature comme une ville-frontière est une rupture de charge désignée par l'organisation humaine. Ces considérations n'imposent pas en général un point précis pour servir de rupture de charge, mais elles l'imposent dans une zone ou le long d'une ligne : rivage, frontière, crête montagneuse ou vallée encaissée.

— Enfin, *le marché peut être établi dans un site d'échanges imposé* soit par l'autorité politique contrôlant la région, soit par des circons-



**Regards sur l'Asie,**

par R. LEVY

**La Fonction publique,**

par R. GREGOIRE

**Les Partis politiques,**

par M. DUVERGER — 3<sup>e</sup> édition

**Tableau des Etats-Unis,**

par A. SIEGFRIED — 2<sup>e</sup> édition

**La Technique ou l'enjeu du siècle,**

par J. ELLUL

**Histoire économique de l'Europe,**

par H. HEATON

**La Propagande, nouvelle force politique,**

par J. DRIENCOURT

**La Politique des Etats et leur géographie,**

par J. GOTTMANN

**La Révolution capitaliste des Etats-Unis au XX<sup>e</sup> siècle,**

par A. BERLE

**Les grandes œuvres politiques de Machiavel à nos jours,**

par J. J. CHEVALLIER — 4<sup>e</sup> édition

**Forces et faiblesses de l'économie française, 1945-1956,**

par J. M. JEANNENEY

**L'Economie. Techniques modernes de l'analyse économique**

par P. A. SAMUELSON



Participant d'une démarche de transmission de fictions ou de savoirs rendus difficiles d'accès par le temps, cette édition numérique redonne vie à une œuvre existant jusqu'alors uniquement sur un support imprimé, conformément à la loi n° 2012-287 du 1<sup>er</sup> mars 2012 relative à l'exploitation des Livres Indisponibles du XX<sup>e</sup> siècle.

Cette édition numérique a été réalisée à partir d'un support physique parfois ancien conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal. Elle peut donc reproduire, au-delà du texte lui-même, des éléments propres à l'exemplaire qui a servi à la numérisation.

Cette édition numérique a été fabriquée par la société FeniXX au format PDF.

La couverture reproduit celle du livre original conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal.

\*

La société FeniXX diffuse cette édition numérique en accord avec l'éditeur du livre original, qui dispose d'une licence exclusive confiée par la Sofia – Société Française des Intérêts des Auteurs de l'Écrit – dans le cadre de la loi n° 2012-287 du 1<sup>er</sup> mars 2012.

Avec le soutien du

